

Etat des lieux du cinéma africain

State of the art of African cinema

L'on n'a eu de cesse depuis la naissance du cinéma africain d'en ressasser les maux: absence de marché de diffusion, absence d'infrastructures techniques, manque de ressources financières, manque de volonté politique des états etc. Tant et si bien que les cinéastes africains ont la forte conviction qu'ils sont condamnés, selon l'expression de Férid Boughédir, à être des francs-tireurs individuels, produisant leurs films par addition de subventions gouvernementales et étrangères. Et pourtant!

A y regarder de plus près l'Afrique possède d'énormes atouts sur le plan humain, technique, financier et infrastructurel pour lui permettre de se suffrir en partie à elle-même en matière de production de films.

L'argent existe en effet en Afrique. C'est le potentiel des spectateurs qui continuent à fréquenter les salles obscures ou qui s'abreuvent des images servies par les nombreuses salles de vidéo disséminées un peu partout dans les villes africaines. Il suffit, comme le souligne F.B., de réorienter une partie des taxes sur les recettes vers le développement de l'industrie cinématographique.

Depuis les années 60, nombre de pays ont pu se doter d'un minimum d'infrastructures et d'équipements techniques comprenant des laboratoires, des studios de mixage, des auditoriums, des caméras etc. Mieux, des pays comme la Tunisie, le Burkina, le Zimbabwe, pour ne citer que ceux-là, respectivement avec la Satpec (Société anonyme tunisienne de production et d'expansion cinématographique, créée en 1957), Cinafric et le Central Film Laboratoires (CRI), ont réussi à constituer une infrastructure cinématographique complète (certaines sont malheureusement peu fonctionnelles aujourd'hui) permettant la fabrication de films 35 mm et 16 mm en couleur et en noir et blanc.

Pourquoi alors les cinéastes africains continuent-ils de dépendre des pays européens pour la fabrication de leurs films au lieu d'exploiter le potentiel qui est à leur portée? Plusieurs facteurs expliquent cela. Les conditions d'aides liées au financement des films par le nord ne sauraient être la seule explication à une telle situation. L'absurdité de la situation semble relever d'une part, de l'ignorance des professionnels africains des possibilités offertes d'un pays à l'autre et d'autre part, à l'absence d'imagination dont certains font preuve pour réduire les coûts de fabrication de leurs films. La nécessité de développer la coproduction sud-sud n'a jamais été écartée des résolutions prises à chaque rencontre de cinéastes africains et apparaît aujourd'hui d'une extrême urgence. Après nous être faits l'écho des problèmes liés à la production des films africains dans les numéros précédents, il nous paraît logique d'indiquer des pistes d'espoir qui consistent à établir les atouts du cinéma africain à l'intérieur du continent. Ce dossier est loin d'être complet, car nous n'avons retenu que l'exemple de quelques pays, en l'occurrence le Maroc, l'Algérie, la Tunisie, l'Egypte, le Zimbabwe et le Burkina Faso.



Since the birth of African cinema, there has been an endless trotting out of the ills befalling it: the lack of a market for distribution, the absence of technical infrastructures, the lack of financial resources, the lack of political will being shown by the national governments etc., finally succeeding in strongly convincing African filmmakers that they are condemned, to use Férid Boughédir's expression, to being individual snipers, producing their films by putting together governments and foreign subsidies. All the same...

Looking closer, Africa has enormous assets on the human, technical, financial and infrastructure levels to allow it to be partially self-sufficient in film production.

Money indeed exists in Africa. It is the potential of audiences that continue to go to the cinema or who lap up the images served to them in the countless video theatres scattered here there and everywhere in African towns. As Férid Boughédir emphasizes, it would be sufficient to redirect a part of the taxes on takings to the development of the film industry.

Since the 1960s, many countries have been able to become equipped with a minimum of infrastructures and technical equipment including laboratories, mixing studios, recording studios, cameras etc. Even better, countries such as Tunisia, Burkina and Zimbabwe, to mention only three, respectively with Satpec (Société Anonyme Tunisienne de Production et d'Expansion Cinématographique created in 1957), Cinafrica and the Central Film Laboratory (CRI) have succeeded in building up a complete film infrastructure (unfortunately, some are not fully functional today) where 35mm and 16mm films can be made in colour and black and white.

Why then do African filmmakers continue to depend on European countries to make their films instead of exploiting the potential which is within their reach? Many factors can explain this. The conditions for aid linked to the funding of films by the North is not the only explanation for this situation. The absurdity of the situation seems to derive, on the one side, from the fact that African professionals are unaware of the possibilities offered by different countries and, on the other, from the lack of imagination some filmmakers show in order to cut the costs of making their films. The need to develop South-South coproductions has never been. After having covered the problems linked with the production of African films in previous issues, we felt it was logical to point out the paths of hope, establishing the assets of African cinema in the continent. This dossier is far from being complete as we have only chosen a few countries, namely Morocco, Algeria, Tunisia, Egypt, Zimbabwe and Burkina Faso.